

Bush, candidat des riches
Michel Husson (fondation Copernic)
Politis n°819, 30 septembre 2004

Les élections américaines se déroulent sur fond d'amélioration de la conjoncture : la croissance serait de 4,5 % en 2004, après 3,1 en 2003 et 2,2 % en 2002. L'économie des Etats-Unis apparaît comme un modèle pour le reste du monde et la fameux conseil adressé à Clinton, « *It's the economy, stupid* », semble aujourd'hui bien oublié. La réalité est pourtant bien différente car la reprise récente se caractérise d'abord par de faibles créations d'emplois. Cette *jobless recovery* a ses bons côtés puisqu'elle signifie que la productivité du travail continue à progresser rapidement, au taux historiquement élevé de 4,4 % en 2002 et 2003, ce qui constitue une bonne base compétitive.

Mais l'envers de la médaille, c'est d'abord une spectaculaire remontée du taux de chômage. La « nouvelle économie » l'avait fait baisser de 6 % en 1994 à 4 % en 2000. Puis, en moins d'un an de récession, il est remonté à 6 % et ne recule que très lentement. L'hémorragie en emplois a été considérable, d'environ 2,5 millions entre mai 2001 et août 2003. Dans le même temps, les inégalités ne cessent de progresser : 1 % des ménages les plus riches reçoit 14 % du revenu total, à peu près autant que les 40 % du bas de l'échelle. Un tel degré de concentration des revenus ne s'était pas vu depuis les années 30. Le nombre de pauvres augmente pour la première fois depuis 8 ans, et atteint 36 millions, soit 12,8 % de la population. 45 millions de personnes sont dépourvues d'assurance santé et de nombreux fonds de pension sont menacés par le manque de ressources.

Pourtant, Bush entend bien continuer sur cette lancée, comme le montre sa réforme fiscale qui favorise les riches, notamment en raison des exemptions sur les dividendes. Paul Krugman, économiste et chroniqueur du *New York Times* a fait le calcul : la baisse sera de 217 dollars pour un foyer moyen, mais atteindra 93500 dollars pour un ménage dont les revenus dépassent le million. Bush caresse même le projet de remplacer l'impôt sur le revenu par une sorte de TVA (*tax on sales*). « Je ne sais pas à combien [elle] devrait se monter - vient-il de déclarer - mais c'est le genre d'idée intéressante que nous devrions creuser sérieusement ».

Les délocalisations occupent une place centrale dans la campagne de Kerry. Mais, aux Etats-Unis comme ailleurs, c'est l'arbre qui cache la forêt. « Tout le monde croit que les 3,1 millions d'emplois industriels perdus depuis mars 1988 sont partis à l'étranger, mais il semble bien qu'ils soient partis tout court » explique Doug Henwood, le rédacteur en chef du *Left Business Observer*. Il s'appuie sur une étude d'*Alliance Capital* qui montre que c'est un phénomène général : entre 1995 et 2002, les Etats-Unis ont perdu 11 % de leurs emplois industriels, le Royaume-Uni 14 %, l'Allemagne 7 % et la France 2 %. Mais la Chine aussi (- 15 %), de même que le Japon (- 18 %) ou le Brésil (- 20 %).

La vraie question qui se pose, et dont personne ne parle, c'est la soutenabilité des déficits. Les baisses d'impôts de Bush et sa politique guerrière ont transformé l'excédent budgétaire en un déficit de l'ordre de 3 % du PIB. Le déficit extérieur continue à plonger malgré une politique agressive de baisse du dollar, et dépasse les 5 % du PIB. A l'intérieur, ce n'est pas mieux : la dette des entreprises s'élève à 45 % du PIB, tandis que les ménages continuent à s'endetter et dépensent globalement plus que leur revenu. On voit mal comment cette configuration pourrait durer car elle équivaut à une ponction continue et croissante sur le reste du monde.

A moins d'émettre cette hypothèse : aux Etats-Unis comme en Europe, le modèle néo-libéral s'approfondit et il existe une alliance de fait entre ceux qui en profitent des deux côtés de l'Atlantique. Pour les grands groupes qui mènent le monde, seul importe au fond le degré d'exploitation global. Ils ne se soucient évidemment pas du bien-être des populations mais pas non plus, ce qui est nouveau, de la croissance globale ou de sa localisation. Ils maximisent leur profit, comme on dit dans les manuels, et cet équilibre instable durera tant que les modalités de répartition du butin leur sembleront acceptables. L'intervention des *losers* pourrait aussi perturber le système, mais il existe malheureusement un autre point commun entre les Etats-Unis et l'Europe : c'est l'absence d'alternative constituée à la mesure de la démesure néo-libérale.